



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS  
ETABLISSEMENTS BOCAHUT de respecter les  
dispositions de l'article 3.1.3 paragraphe 4 de son  
arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2014  
pour son établissement situé à HAUT LIEU**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la décision d'exécution de la Commission européenne du 26 mars 2013 établissant les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu les différentes décisions administratives autorisant la Société ETABLISSEMENTS BOCAHUT - siège social : Route de Cartignies à HAUT LIEU – 59362 AVESNES SUR HELPE Cedex - à exploiter une unité de production de chaux sur le territoire de la commune de HAUT LIEU, à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 Août 2014 imposant à la société ETABLISSEMENTS BOCAHUT des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de ses fours à chaux sur le territoire de la commune de HAUT LIEU ;

Vu le rapport en date du 18 janvier 2017 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que lors de la visite en date du 22 décembre 2016, l'inspecteur a constaté que l'étude technico-économique prescrite par l'arrêté préfectoral du 11 Août 2014, concernant la diminution de la concentration des COT à un niveau inférieur à 30 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière et qui doit être produite au 1<sup>er</sup> janvier 2015, n'a pas été réalisée ;,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 février 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 22 février 2017 par lequel ce dernier demande un délai complémentaire pour réaliser son étude technico-économique ;

Vu le nouveau courriel du 23 février 2017 de l'inspecteur de l'environnement qui accepte la demande de la société pour porter le délai initial de 3 mois à 5 mois ;

Considérant que les travaux réalisés sur le four n'étant pas de nature à remettre en cause la nécessité de produire l'étude technico-économique demandée, celle-ci demeure nécessaire ;

Considérant que des constats qui précèdent, un manquement aux dispositions de l'article 3.1.3, paragraphe 4 de l'arrêté préfectoral susvisé est ainsi établi ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ETABLISSEMENTS BOCAHUT de respecter les prescriptions de l'article 3.1.3 paragraphe 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** - Objet

La société ETABLISSEMENTS BOCAHUT exploitant une installation de production de chaux sise route de Cartignies sur la commune de HAUT-LIEU est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3, paragraphe 4 de l'arrêté préfectoral du 11 Août 2014 en produisant une étude technico-économique concernant la diminution des concentrations maximales de COT à un niveau inférieur à 30 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2** – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication et de son affichage.

### Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Madame la Sous-Préfète d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de HAUT-LIEU ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de HAUT-LIEU et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le - 7 MARS 2017

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ



